

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 16/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALDI REIMS**

RUE DE LA SURGINERIE  
51600 Suippes

Références : D2i 2024-842  
Code AIOT : 0100055173

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 septembre 2024 dans l'établissement ALDI REIMS implanté RUE DE LA SURGINERIE à SUIPPES (51600). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale "Prévention des fuites de fluides frigorigènes" ayant pour but de vérifier les obligations réglementaires des détenteurs d'équipements susceptibles de rejeter des fluides frigorigènes dans l'atmosphère.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALDI REIMS
- RUE DE LA SURGINERIE 51600 SUIPPES
- Code AIOT : 0100055173
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'enseigne contrôlée est le magasin ALDI à Suippes.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Fluides frigo/SAO/GESF

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- Le nom donné au point de contrôle ;
- La référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- Si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- La prescription contrôlée ;
- À l'issue du contrôle :
  - ◆ Le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ Les observations éventuelles ;
  - ◆ Le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ Le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ Soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ Soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contrôle périodique d'étanchéité des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement rubrique ICPE n°1185	Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.512-47.I	Sans objet
2	État des stocks de fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un contrôle d'étanchéité périodique est réalisé annuellement sur les équipements du magasin. Néanmoins, certains (centrales positive et négative) doivent faire l'objet d'un contrôle deux fois par an. Par ailleurs, les vignettes bleues apposées sur les équipements indiquent la date du dernier contrôle alors qu'elles devraient indiquer la date limite de validité du contrôle.

L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder au contrôle de ses équipements dans le respect de la périodicité associée et faire mettre à jour les vignettes justifiant de la conformité des équipements.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Classement rubrique ICPE n°1185

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.512-47.I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
<b>Constats :</b>  La liste des équipements fournie par l'exploitant et les éléments collectés pendant la visite d'inspection permettent d'établir que la somme des charges supérieures à 2 kg de gaz fluorés des équipements de froid du magasin est de 60 Kg.  Le seuil global de 300 kg n'est donc pas atteint. L'établissement n'est pas une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique 1185 (Gaz à effet de serre fluorés)  Par conséquent, aucune déclaration en préfecture n'est requise au titre de la rubrique ICPE 1185 (gaz fluorés).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : État des stocks de fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Équipements contenant des fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
<b>Constats :</b>

L'établissement n'étant pas classé pour la protection de l'environnement, il n'est pas soumis à la tenue de cet inventaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Contrôle périodique d'étanchéité des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites de fluides frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a signé un contrat avec la société AXIMA REFRIGEARTION pour le suivi et l'entretien de ces équipements. Il est prévu dans ce contrat deux visites réglementaires et une visite supplémentaire au cours d'une année.</p> <p>Les fiches d'intervention de l'ensemble des équipements ont été transmises pour les années 2021 à 2024. Les deux derniers contrôles d'étanchéité périodiques datent du 15 novembre 2023 et du 05 mars 2024.</p> <p>Cependant la centrale positive "charcuterie" et la centrale positive "crèmerie" doivent faire l'objet d'un contrôle tous les six mois et au cours de l'inspection, l'exploitant nous a indiqué qu'aucune date n'était fixée pour la réalisation du prochain contrôle. Par ailleurs, les éléments transmis pour les années précédentes ne permettent pas de justifier du respect d'un contrôle tous les six mois pour ces équipements dont la quantité de fluide en HFC est comprise en 50 et 500 tonnes équivalent CO2.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de veiller au respect des fréquences minimales attachées au contrôle d'étanchéité périodique et de faire procéder au contrôle d'étanchéité périodique de la centrale positive "charcuterie" et la centrale positive "crèmerie" dans les plus brefs délais.</p> <p>La date du prochain contrôle ainsi que les fiches d'intervention devront être transmises à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Marque de contrôle – absence de fuite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. [...] La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les vignettes apposées sur les équipements indiquent la date des derniers contrôles et non la date de limite de validité du contrôle d'étanchéité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que la vignette collée sur chaque circuit précise la date limite de validité du contrôle périodique et non sa date de réalisation. Lors du passage du prestataire, l'exploitant veillera à la mise à jour des vignettes et transmettra à l'inspection les justificatifs (photographies) prouvant la mise en œuvre de cette action corrective.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois